

LES TURBULENCES DE L'ORDRE MONDIAL

Une lecture critique du World Order de Henry Kissinger

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | *Revue française de science politique*

2015/1 - Vol. 65
pages 111 à 125

ISSN 0035-2950

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2015-1-page-111.htm>

Pour citer cet article :

Jeangène Vilmer Jean-Baptiste, « Les turbulences de l'ordre mondial » Une lecture critique du World Order de Henry Kissinger,
Revue française de science politique, 2015/1 Vol. 65, p. 111-125.

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES TURBULENCES DE L'ORDRE MONDIAL

— UNE LECTURE CRITIQUE DU *WORLD ORDER* DE HENRY KISSINGER¹ —

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Au sortir de « l'été de toutes les crises »², qui a concentré la plupart des symptômes du désordre mondial (Ukraine, Syrie, Irak, Sahel, Libye, Israël/Palestine, mer de Chine, Ebola) et témoigné de l'état de nature hobbesien dans lequel les relations internationales semblent revenues, la parution début septembre du dernier livre de Kissinger est on ne peut plus opportune. Né d'une discussion avec son ami Charles Hill – un ancien du Policy Planning Staff³ lorsque Kissinger était secrétaire d'État – à l'issue de laquelle ils ont identifié « la crise du concept d'ordre mondial comme ultime problème international aujourd'hui » (p. 375), ce livre est suscité par l'actualité, sans toutefois s'y réduire. Dans ce dix-septième ouvrage en soixante ans, l'auteur de 91 ans produit une synthèse de son œuvre et une fresque historique, qui fait la part belle aux grands hommes. L'influence des *leaders* sur le cours de l'histoire est une vieille conviction chez Kissinger, déjà explicite dans sa thèse de 1954 sur Castlereagh et Metternich⁴. Sa « fétichisation de l'homme d'État réaliste »⁵, dont témoignait la galerie de portraits de *Diplomacy*⁶, se poursuit ici avec des figures comme Sun Tzu, Soliman le Magnifique, Richelieu, Talleyrand, Napoléon, Bismarck, Wilson, Roosevelt, etc. *World Order* replace donc l'interrogation actuelle sur l'ordre mondial dans un contexte large et un temps long.

Le concept en crise est celui d'un ordre mondial westphalien, hérité de la paix de Westphalie (1648) – « sans doute le document diplomatique le plus cité de l'histoire européenne », alors qu'il s'agit en réalité non pas d'un mais de « trois accords signés à différents moments dans différentes villes » (p. 25). Le contexte dans lequel il a été conçu à l'issue de la guerre de Trente Ans n'est pas sans rappeler la situation actuelle⁷ : « une multiplicité d'unités politiques, dont aucune d'entre elles n'est suffisamment puissante pour vaincre toutes les autres, dont beaucoup adhèrent à des philosophies et des pratiques internes contradictoires » (p. 3). Fondé sur les États nations comme unités de base de la vie internationale, les axiomes du système

1. À propos de Henry A. Kissinger, *World Order. Reflections on the Character of Nations and the Course of History*, New York, Penguin Press, 2014, 420 p., cartes, index.

2. Laurent Fabius, discours de clôture à la Conférence des ambassadeurs, 29 août 2014.

3. Créé en 1947 par G. F. Kennan à la demande du secrétaire d'État G. Marshall, le Policy Planning Staff est une cellule de diplomates et d'universitaires dont le rôle est de fournir des analyses et des recommandations au secrétaire d'État américain. Son équivalent français est le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères et du Développement international, créé en 1973.

4. H. Kissinger, *A World Restored. Metternich, Castlereagh and the Problems of Peace, 1812-22*, Boston, Houghton Mifflin, 1957.

5. D. Battistella, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 4^e éd., 2012, p. 134, n. 29.

6. H. Kissinger, *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996 (1^{re} éd. amér. : 1994).

7. R. N. Haas, « La nouvelle guerre de Trente Ans », *Project Syndicate. The World's Opinion Page*, 21 juillet 2014 (en ligne).

westphalien sont la souveraineté étatique, la non-ingérence, l'inviolabilité des frontières et l'équilibre des puissances. C'est à lui que l'on doit aussi les concepts de raison d'État et d'intérêt national qui, ajoute Kissinger, « ne représentent pas une exaltation du pouvoir mais une tentative de rationaliser et limiter son usage » (p. 30). Cette manière habituelle de présenter les traités de Westphalie comme le début de la souveraineté étatique et la fin des ingérences est caricaturale. Certains parlent même d'un « mythe fondateur »¹. Il n'y a jamais rien eu de tel qu'une souveraineté absolue – remise en cause depuis le 19^e siècle par des juristes parlant de souveraineté conditionnelle².

Trois ans avant le *Leviathan* de Hobbes (1651), l'ordre westphalien réalise déjà un monde hobbesien, en tentant de répondre au problème de l'anarchie du système international : il n'est pas un souverain global capable d'étendre le contrat social aux relations entre États, mais il les incite à « identifier l'intérêt national avec la préservation de l'équilibre des puissances » (p. 32). Son avantage est que ses dispositions sont procédurales, pas substantives : elles laissent à chaque État le choix du contenu (politique, religion, culture, etc.) tout en le protégeant des interventions extérieures (p. 27). Ce modèle a donc pu se diffuser dans le monde entier, avec l'expansion des nations européennes, et englobe désormais « chaque culture et région », ce qui le rend véritablement « global » (p. 7). Il est toutefois remis en cause. Pourquoi ? Et comment y remédier ? Comment renouveler le concept d'ordre mondial, et l'adapter à ses nouveaux défis ? « De manière insistante, parfois presque désespérément, notre époque est à la recherche d'un concept d'ordre mondial »³, à un moment où « le chaos menace, en même temps que l'interdépendance n'a jamais été aussi grande » (p. 2).

Les raisons de la crise

Kissinger identifie différents problèmes.

Premièrement, ce qui a fait le succès de l'ordre westphalien – le fait qu'il soit procédural, c'est-à-dire neutre sur le plan des valeurs, et qu'il puisse donc être adopté par différentes cultures dans tous les coins du monde – est aussi ce qui a causé sa perte car, en s'occupant essentiellement des manières de gérer la puissance, « il ne répondait pas au problème de la manière de générer de la légitimité » (p. 363). Or, sur ce plan substantiel, les divisions sont profondes, notamment entre l'Occident et le reste du monde. Les normes présentées comme globales suscitent des interprétations divergentes. C'est l'hétérogénéité – déjà théorisée par Panayis Papaligouras dans sa thèse de 1941⁴ et reprise par Raymond Aron – qui distingue les systèmes homogènes « dans lesquels les États appartiennent au même type, obéissent à la même conception de la politique » et les systèmes hétérogènes « dans lesquels les États sont organisés selon des principes autres et se réclament de valeurs contradictoires »⁵. Le système international actuel est profondément hétérogène, non seulement dans ses valeurs, mais aussi dans la nature des acteurs, qui ne sont pas tous des États. Cette

1. A. Osiander, « Sovereignty, International Relations, and the Westphalian Myth », *International Organization*, 55 (2), 2001, p. 251-287, dont p. 266. Cf. S. Krasner, *Sovereignty. Organized Hypocrisy*, Princeton, Princeton University Press, 1999, p. 20 ; B. Teschke, *The Myth of 1648. Class, Geopolitics, and the Making of Modern International Relations*, Londres, Verso, 2001.

2. J.-B. Jeangène Vilmer, *La guerre au nom de l'humanité. Tuer ou laisser mourir*, Paris, PUF, 2012, p. 121-122.

3. Comme en témoigne une littérature croissante. Cf. notamment le dossier d'*Esprit* (407, août-septembre 2014) sur « Le nouveau désordre mondial ».

4. P. Papaligouras, *Théorie de la société internationale*, Genève, Kundig, 1941.

5. R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 2004, p. 108.

évolution importante semble échapper à Kissinger, comme nous allons le voir, mais non à Pierre Hassner¹.

Deuxième problème identifié : l'érosion de l'État lui-même, soit volontairement par le haut, dans une mise en commun de la souveraineté (Europe), soit involontairement par le bas, lorsque les assauts de groupes armés dissolvent la souveraineté étatique (Irak). Troisièmement, l'incohérence entre l'économie mondialisée qui ignore les frontières (libre circulation des biens et du capital) et la politique qui reste nationale. Quatrièmement, l'absence de forum efficace : il en existe énormément (CSNU, OTAN, UE, APEC, G7, G8, G20, etc.) mais ils ne fonctionnent pas (à l'exception de l'OTAN qui, depuis la fin de la guerre froide, s'est retrouvé une raison d'être et de nouveaux souffles avec le Kosovo, l'Afghanistan et plus récemment la Russie – ce que Kissinger ne développe pas).

Cinquièmement, l'un des deux plus importants problèmes – dont témoigne la structure du livre, avec sa division en chapitres géographiques sur l'Europe, le Moyen-Orient, l'Asie et les États-Unis – est la divergence des approches. Si l'ordre mondial est en crise, c'est surtout parce qu'il n'y a pas de consensus sur ce qu'il doit être. Le concept d'ordre « mondial » n'a en réalité jamais été « vraiment global », puisqu'il a été conçu en Europe occidentale il y a près de quatre siècles. Or, la stabilité de l'ordre international dépend en partie de l'uniformité des perceptions : si « l'Europe n'a jamais été aussi unie » qu'au 18^e siècle d'avant la révolution française, par exemple, c'est parce que les hommes d'État de l'époque étaient tous des aristocrates appartenant à la même élite, fréquentant les mêmes salons, partageant les mêmes valeurs et parlant la même langue, le français (p. 37-38). Corrélativement, la diversité des perceptions déstabilise aujourd'hui l'ordre international. Si la « communauté internationale », constamment invoquée, ne correspond en réalité à rien de défini, si le Conseil de sécurité des nations (dés)unies échoue à remplir sa mission de maintenir la paix et la sécurité dans le monde, c'est précisément parce que les États, en premier lieu les membres permanents, ne partagent pas la même conception de l'ordre mondial (p. 280). « Tous les principaux centres de pouvoir pratiquent dans une certaine mesure des éléments de l'ordre westphalien, mais aucun ne se considère comme le défenseur naturel du système » (p. 8).

Enfin, sixièmement, l'autre problème le plus important est le retrait américain. Descartes observait que, « pour redresser un bâton qui est courbé, [on] le recourbe de l'autre part »². Ainsi pour compenser la trop grande présence américaine sous l'ère Bush et ses échecs (Afghanistan, Irak), Obama s'est-il trop retiré du monde – en tout cas de certaines régions décisives, comme le Moyen-Orient. Cette « surcorrection » à tendance isolationniste est une réaction récurrente – elle a eu lieu après les deux guerres mondiales, la Corée et le Vietnam – et elle a à chaque fois eu l'effet pervers de créer des vides de pouvoir dans lesquels les opportunistes se sont engouffrés et ont finalement provoqué davantage de conflits. *World Order* est, en creux, une critique de la politique étrangère d'Obama et du retrait des États-Unis, devenus puissance réticente, en même temps qu'un appel – nostalgique de l'ère Bush – à davantage de *leadership* américain pour sauver le monde.

Il faut relativiser ce repli américain que l'auteur semble prendre pour acquis. D'abord, les États-Unis ont toujours oscillé entre des phases d'introversions et des phases d'extraversions, de sorte que la phase actuelle n'est qu'un moment normal du balancier américain. Ensuite, ils ne se sont pas retirés du monde sous Obama : ils s'y font seulement plus discrets. La

1. P. Hassner, « Feu (sur) l'ordre international ? », *Esprit*, 407, août-septembre 2014, p. 58-70, dont p. 61.

2. R. Descartes, *Méditations métaphysiques* (1641), réponses aux cinquièmes objections.

stratégie furtive fondée sur la trilogie drones-forces spéciales-cyber, ou l'idée de « diriger par l'arrière », signent bien la fin des grands déploiements terrestres de l'ère Bush – dont on a vu d'ailleurs les résultats désastreux – mais ne signifient pas pour autant un désengagement américain, pas même au Moyen-Orient comme le montre l'intervention en Irak et en Syrie depuis août et septembre 2014 respectivement.

L'analyse que Kissinger fait des causes de la crise de l'ordre international, et de la multiplication consécutive des tensions, reste globalement juste. Le monde est devenu plus anarchique parce qu'il connaît une diffusion de la puissance : il n'est plus équilibré par la bipolarité de la guerre froide, et l'hégémon américain s'effrite – Fukuyama dirait même « pourrait »¹. Il assiste à l'émergence de nouvelles puissances étatiques – telle la Chine, puissance résurgente qui, comme le dit bien Araud, « retrouve la diplomatie de sa géographie »² – et au développement spectaculaire d'acteurs non étatiques, dont des groupes armés qui bénéficient de ce que Rosenau appelait déjà en 1990 la « révolution des capacités individuelles »³ et qu'Hassner a récemment identifié comme une double révolution des moyens de communication et des moyens de destruction⁴, c'est-à-dire le fait que la démocratisation des technologies permet aux individus et aux groupes de projeter leur puissance plus facilement qu'avant – comme en ont témoigné le 11 Septembre, l'affaire Snowden et les succès de Daech. Kissinger ne développe malheureusement pas ces autres facteurs. L'essentiel de son livre est consacré au cinquième point précédemment distingué : la divergence des approches. *World Order* est un tour du monde – et de l'histoire – des conceptions de l'ordre international.

L'Europe

Même l'Europe, qui est pourtant son berceau, s'éloigne désormais du modèle westphalien en transcendant les États avec le concept de souveraineté partagée. Du point de vue national, elle est donc une « renonciation à Westphalie ». Du point de vue international, toutefois, elle pourrait être interprétée comme un « retour » à Westphalie, « cette fois comme puissance non pas nationale mais régionale, comme une nouvelle unité dans une nouvelle version globale du système westphalien » (p. 92).

Mais l'Europe ne s'est pas donnée les moyens de la puissance : « paradoxalement, alors qu'elle avait inventé le concept d'équilibre des puissances, elle a limité, de manière consciente et importante, l'élément de puissance dans ses nouvelles institutions. Ayant dégradé ses capacités militaires, l'Europe n'a pas beaucoup de marge de manœuvre pour répondre aux violations des normes universelles » (p. 7). Loin donc d'être devenue une unité régionale westphalienne, l'Europe souffre du fait que, d'un côté, l'union « diminue la souveraineté étatique de ses membres » et, de l'autre, « les politiques européennes demeurent principalement nationales [...] ». Le résultat est quelque chose d'hybride, constitutionnellement entre un État et une confédération, [...] plus proche du Saint-Empire romain germanique que de l'Europe du 19^e siècle » (p. 92). Repliée sur elle-même, « l'Europe qui il y a moins d'un siècle

1. F. Fukuyama, « America in Decay : The Sources of Political Dysfunction », *Foreign Affairs*, 93 (5), septembre-octobre 2014, p. 5-26.

2. G. Araud, « Le monde à la recherche d'un ordre », *Esprit*, 407, août-septembre 2014, p. 39-48, dont p. 44.

3. J. Rosenau, *Turbulence in World Politics. A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

4. P. Hassner, « Feu (sur) l'ordre international ? », art. cité, p. 63.

avait eu un quasi-monopole sur la conception d'un ordre global risque désormais de se couper de la quête contemporaine pour un ordre mondial » (p. 95). Dans le dernier chapitre de *Diplomacy*¹, Kissinger n'excluait pas que l'Europe, à condition d'être unie, puisse rester une grande puissance. Il évoquait la « montée » de ce « centre de pouvoir » qu'était l'Europe de l'Ouest. Il trouvait l'UE « indispensable à la construction d'un ordre mondial nouveau et stable »². Vingt ans plus tard dans *World Order*, il est beaucoup plus sévère.

Le jugement qu'il porte sur l'Europe est assez révélateur de ses propres biais, en premier lieu de sa conception réductrice de la puissance. En bon réaliste du 20^e siècle, Kissinger en reste aux critères classiques, purement matériels (la force armée, la capacité financière, la solidité économique, la démographie), alors qu'ils ont depuis été relativisés. Une définition complète de la puissance inclut aussi la connaissance, c'est-à-dire l'investissement dans la recherche, dont dépend le reste, et l'éducation, dont dépend l'avenir ; le prestige, puisqu'il est « un moyen d'exercer son influence sur d'autres États, sans compter ce que cela peut ajouter à la popularité interne du gouvernement et à sa stabilité »³ ; le droit et les normes, qui sont un facteur d'influence pour ceux qui les façonnent (les « entrepreneurs de normes ») ; et enfin le *soft power*, c'est-à-dire le façonnement idéologique que permet la puissance culturelle.

Le problème est que, même selon cette définition plurielle, l'Europe reste moins puissante que les États-Unis. L'Europe, qui n'est pas – et ne deviendra pas – une puissance militaire⁴, n'est pas non plus, relativement aux États-Unis et même, dans certains cas, à l'Asie, une grande puissance dans ces autres domaines. Elle reste néanmoins un cas unique dans l'histoire du monde, un espace qui, en quelques décennies, s'est uni démocratiquement et sans la force pour partager des institutions, une monnaie, une union bancaire et désormais un service diplomatique – à défaut d'une diplomatie commune. Elle est déjà un modèle de gouvernance mondiale efficace à l'échelle régionale. Ne fallait-il pas de l'influence pour rallier l'Europe de l'Est à son projet et s'étendre ainsi de 30 % en 25 ans ? L'Europe reste un pôle d'attraction que d'autres veulent rejoindre (Turquie, Ukraine, Géorgie, Balkans). Elle est en outre une puissance économique (première puissance commerciale, elle a la plus grande part du PIB mondial – 23 %, contre 22 % pour les États-Unis et 12 % pour la Chine)⁵.

Les États-Unis

Les États-Unis s'inspirent du modèle westphalien européen mais en différent sensiblement en ce qu'ils sont convaincus que la paix dans le monde s'obtiendra non par l'équilibre des puissances mais par la diffusion des valeurs universelles, démocratiques et libérales, qui se trouvent être celles-là mêmes qui fondent l'identité américaine. C'est la thèse de l'hégémonisme libéral, naturellement populaire outre-Atlantique. Kissinger, un immigré juif allemand ayant fui le nazisme en 1938, cite d'ailleurs son propre cas : « J'ai fait l'expérience des aspects libérateurs des valeurs américaines » (p. 325). Les États-Unis sont depuis toujours convaincus que « les autres nations ont des “intérêts égoïstes” quand eux ont des “principes” et une “destinée” » (p. 288). Kissinger oublie de noter que ce messianisme

1. H. Kissinger, *Diplomatie*, op. cit.

2. H. Kissinger, *ibid.*, p. 738 et p. 751.

3. J.-B. Duroselle, « Paix et guerre entre les nations : la théorie des relations internationales selon Raymond Aron », *Revue française de science politique*, 12 (4), août 1962, p. 963-979, dont p. 973.

4. G. Araud, « Le monde à la recherche d'un ordre », art. cité, p. 42.

5. Eurostat, communiqué de presse 142/2014 du 19 septembre 2014.

universaliste est partagé par un autre pays : la France¹. Cette conviction implique de se reconnaître le droit de « soutenir globalement » ces valeurs (p. 8) – il y a plus d'un demi-siècle, Hartz parlait plus abruptement de la tentation libérale d'« imposer Locke partout »² – et viole par définition l'axiome westphalien de non-ingérence. Cette tension explique le titre de « superpuissance ambivalente » que Kissinger donne aux États-Unis (chapitre 8), en raison de leur rôle paradoxal : ils n'ont pas cessé d'« alterner entre défense du système westphalien et condamnation de ses prémisses – l'équilibre des puissances et la non-ingérence dans les affaires internes – comme étant immorales et démodées » (p. 8). Il rappelle que les douze présidents d'après-guerre, des deux partis politiques, ont tous « passionnément » affirmé l'exceptionnalisme américain et défendu l'applicabilité des principes américains au monde entier, et que ce sont précisément cet idéalisme et cet exceptionnalisme américains qui ont été « les moteurs du nouvel ordre international en construction » (p. 277).

Cette présentation apologétique du rôle des États-Unis dans le monde est paternaliste : décrire la puissance militaire américaine comme « un bouclier sécuritaire pour le reste du monde, que ses bénéficiaires l'aient demandé ou pas », dire que « les pays en voie de développement étaient protégés contre une menace que parfois ils ne reconnaissaient pas, et encore moins admettaient » (p. 362), c'est présenter ces bénéficiaires comme des enfants, inconscients du danger mais protégés, qu'ils le veuillent ou non, par un parent bienveillant.

Kissinger revient aussi sur les guerres d'Afghanistan et d'Irak, deux conflits « ayant leur origine dans la décomposition de l'ordre international » et qui, dans les deux cas, se sont d'ailleurs soldés par un retrait américain (p. 317). Il assume son interventionnisme mais critique l'ambition de démocratiser et de « construire » des nations dans ces parties du monde n'ayant ni l'histoire ni les institutions adéquates. Son soutien à l'intervention de 2003 est d'ailleurs paradoxal puisqu'il le place, comme l'explique Michiko Kakutani, du côté « des néoconservateurs wilsoniens empressés d'exporter la démocratie plutôt qu'avec les réalistes [...] qui avaient à juste titre averti des dangers d'un changement de régime en Irak »³. Il reconnaît toutefois l'échec de la tentative d'imposer la démocratie au Moyen-Orient, mais le fait porter sur le contexte : les valeurs américaines n'ayant « pas de racines historiques » dans cette partie du monde, c'était « au-delà de ce que l'opinion américaine pouvait supporter et de ce à quoi la société irakienne pouvait s'adapter » – « un travail de Sisyphe », en somme (p. 325).

Au final, il « exprime son respect continu et son affection personnelle pour le président George W. Bush, qui a guidé l'Amérique avec courage, dignité et conviction à un moment instable » (p. 324-325) et dédramatise le « *Freedom Agenda* » et la *National Security Strategy* de 2002, qui ne font selon lui que réaffirmer les valeurs américaines déjà exposées dans le NSC-68 de 1950, par exemple (p. 323)⁴. Ce soutien n'est pas surprenant puisque Kissinger, qui rencontrait fréquemment Dick Cheney, conseillait informellement l'administration Bush – comme les précédentes.

1. Cela explique le développement de deux doctrines interventionnistes similaires : la *humanitarian intervention* du wilsonisme américain et le droit d'ingérence à la française. Cf. J.-B. Jeangène Vilmer, *La guerre au nom de l'humanité...*, *op. cit.*

2. L. Hartz, *The Liberal Tradition in America*, Fort Washington, Harvest Books, 1955, p. 13.

3. M. Kakutani, « Long View of History Includes Today », *The New York Times*, 8 septembre 2014 (en ligne).

4. Le NSC-68 est un document stratégique d'avril 1950 émanant du Conseil de sécurité nationale de Truman, définissant une ligne dure dans la guerre froide.

Le Moyen-Orient

Le Moyen-Orient, qui a été « la chrysalide de trois des plus grandes religions du monde », est l'endroit où « le défi de l'ordre international est le plus complexe » (p. 96). C'est aussi le passage du livre le plus faible, parce que le plus approximatif et culturaliste. Kissinger oriente d'emblée son propos sur l'islam, qui divise traditionnellement le monde entre *dar al-Islam*, la « maison de l'islam » ou le royaume de la paix, et *dar al-harb*, le royaume de la guerre – sa mission (*djihad*) étant d'« incorporer » ces autres régions et donc de pacifier le monde en l'islamisant (p. 101-102). En réduisant ainsi un problème politique au religieux, le chapitre sur le Moyen-Orient manifeste une tendance courante dans la littérature américaine à essentialiser les problèmes de cette région pour éviter d'aborder leur dimension politique. Ce faisant, il néglige tout ce qui n'est pas musulman dans le monde arabe, et sous-estime sa complexité pourtant reconnue.

Kissinger décrit deux tendances : d'un côté, les panarabistes (qu'on appelle plutôt les nationalistes arabes), qui acceptent le système étatique (à condition qu'il s'agisse d'une « nation arabe unie, une seule entité ethnique, linguistique et culturelle ») et, de l'autre, les islamistes, qui considèrent la « religion commune comme le meilleur véhicule de l'identité arabe moderne » (p. 113). C'est une approximation : le nationalisme arabe n'accepte l'État nation que pour le dépasser (d'où la « république arabe unie » née de l'union de la Syrie et de l'Égypte en 1958-1961). Les islamistes, écrit Kissinger, défendent une vision du monde totalement contraire à l'ordre westphalien puisqu'ils nient la légitimité des États laïcs.

Une des nombreuses faiblesses du chapitre sur le Moyen-Orient est de mettre tous « les islamistes » dans le même sac, alors que la multiplication actuelle des groupes dans le monde arabe confirme qu'il y a plutôt *cinquante nuances de vert*. Certains islamistes se sont d'ailleurs bien accommodés de l'ordre westphalien, en Turquie, en Iran et même en Indonésie. Il estime en outre que le conflit israélo-palestinien oppose deux conceptions de l'ordre mondial, Israël étant « par définition un État westphalien, fondé comme tel en 1947 » et protégé par le « régisseur » de l'ordre international westphalien, les États-Unis. Il est entouré de « pays et de factions [qui] voient plus ou moins l'ordre international à travers une conscience islamique. [...] La question se ramène alors à celle de la possibilité de coexistence entre deux concepts d'ordre mondial » (p. 132-133). Là encore, il est difficile de le suivre : d'une part, ni la Jordanie mondialisée et consumériste, ni le Liban et son président chrétien, ni la Syrie baasiste ni, à l'origine, la Palestine¹, ne sont des pays islamistes. D'autre part, le conflit israélo-palestinien n'est pas celui entre deux conceptions de l'ordre mondial, mais un problème politique, dont le règlement – qui pour l'instant n'est malheureusement pas dans l'intérêt des parties au pouvoir – apaiserait considérablement les soubresauts de la région.

L'ordre régional au Moyen-Orient est désormais « en train d'imploser », revenu à un état « comparable – et même à plus grande échelle – à ce qu'était l'Europe à l'époque des guerres de religion pré-westphaliennes » (p. 144). La Syrie et l'Irak, jadis les flambeaux du nationalisme westphalien arabe, « pourraient perdre leur capacité à se reconstituer comme États westphaliens ». Ils sont devenus les symboles de « la désintégration des États en unités tribales et sectaires », qui méprisent les frontières existantes, s'affrontent entre elles et incarnent finalement l'état de nature hobbesien. En rendant l'islamisme responsable du désordre

1. La lutte des Palestiniens a d'abord été marquée par les idées marxistes et nationalistes arabes. Le combat a ensuite été de plus en plus porté par les islamistes, au fur et à mesure que les négociations s'enlisaient.

irakien, alors qu'il en est plutôt un symptôme, Kissinger passe sous silence la véritable cause qu'est l'intervention américaine de 2003, qu'il avait soutenue. L'islamisme a proliféré sur le chaos laissé par les Américains. Sa description nostalgique des États westphaliens modèles qu'étaient la Syrie et l'Irak donne en outre l'impression que, dans son esprit, ces peuples arabes n'ayant ni l'histoire ni les institutions de la démocratie ont besoin d'un dictateur – dont Assad père, avec qui il était ami, incarnait sans doute une sorte de modèle. Ce faisant, il conforte la propagande de Assad fils (« moi ou le chaos islamiste »).

L'Iran

L'Iran fait l'objet d'un chapitre distinct : il est le seul, avec les États-Unis, à avoir cette faveur (les autres chapitres portent sur des régions entières ou des thèmes) – signe de l'inquiétude de l'auteur à cet égard. Kissinger estime que « les États-Unis doivent être ouverts à une réconciliation authentique et faire des efforts substantiels pour la faciliter » (p. 159), mais il ne fait pas confiance à Téhéran et craint sa volonté de « reconstruire l'ancien Empire perse ». L'Iran monte en puissance, grâce à la chute de deux de ses adversaires importants, les Talibans et Saddam Hussein (« ironiquement par l'action américaine »), aux problèmes internes de deux de ses concurrents régionaux, l'Égypte et l'Arabie saoudite, quand lui a tué dans l'œuf la révolte de 2009 (réduisant « l'Iran » à son État théocratique, Kissinger sous-estime sans doute le rôle que pourrait toujours jouer la société civile iranienne), et à son influence renforcée sur le Liban, la Syrie et l'Irak. Il a en outre réussi à reconquérir une respectabilité internationale (et des investissements occidentaux), sans rien céder de sérieux en échange (p. 166). Sur le dossier nucléaire, en effet, l'Occident a été trop laxiste, prenant des demi-mesures permissives pendant que l'Iran « ignorait les résolutions onusiennes et construisait des centrifugeuses » (p. 161). La conséquence pratique de l'accord intérimaire de novembre 2013 a été l'acceptation *de facto* du programme iranien d'enrichissement d'uranium. Kissinger prévoit que la stratégie iranienne consiste à « détendre juste assez pour mettre fin aux sanctions mais maintenir une infrastructure nucléaire substantielle et la marge de manœuvre suffisante pour la transformer plus tard en programme d'armement » (p. 163). Quand bien même il renoncerait finalement à sa capacité nucléaire, l'Iran aurait déjà gagné en ayant résisté « aux sanctions internationales les plus complètes jamais imposées sur un État » (p. 165). Dans tous les cas, la conséquence sera la prolifération (Turquie, Égypte, Arabie saoudite).

L'analyse de Kissinger sous-estime l'ambivalence iranienne à l'égard de la bombe. Téhéran n'a pas nécessairement intérêt, en tout cas pour l'instant, à se doter de l'arme atomique. C'est précisément parce qu'il y a des divergences au sein du régime que des négociations sont possibles. D'un côté, certains dirigeants iraniens relativisent la dissuasion nucléaire, une arme du siècle dernier mal adaptée aux nouvelles menaces : elle n'empêche pas le Pakistan d'être l'un des États les plus faibles de la région et Israël de recevoir des roquettes. De l'autre, il se pourrait même qu'elle menace l'Iran davantage qu'elle ne le protège. Le président Rohani n'a en réalité pas besoin de faire la bombe : il lui suffit de maintenir cette possibilité comme une épée de Damoclès, c'est-à-dire un outil diplomatique puissant. Il a en outre intérêt à cette « réconciliation authentique » avec les États-Unis que souhaite aussi Kissinger. C'est précisément ce rapprochement que craignent la Russie, la Chine et l'Inde, qui courtisent Téhéran. Pour le reste, Kissinger commet à l'endroit de l'Iran la même erreur que sur le Moyen-Orient en général : il a tendance à réduire les enjeux au religieux, l'islamisme en l'occurrence. Il néglige la dimension politique et sociale de la révolution de 1979, qui s'est certes faite sous la bannière religieuse, puisque le clergé constituait le fer de lance du

mouvement révolutionnaire, mais dont l'idéologie était plutôt une résistance à l'oppression mondiale (incarnée par l'hégémonie américaine) et à ce qui était perçu comme presque deux siècles d'humiliation par les Russes, les Ottomans et la dynastie Pahlavi, vendue à l'Occident.

L'Asie

L'Asie est la région qui a « avec le plus de succès adopté le système étatique » (p. 7). Elle respecte ses maximes originelles mieux que l'Europe, l'Amérique et *a fortiori* le Moyen-Orient, puisqu'elle assume des doctrines que les Occidentaux critiquent comme étant « excessivement centrées sur l'intérêt national et insuffisamment protectrices des droits humains ». En vouant un culte quasi absolu à la souveraineté étatique et à la non-ingérence, en poursuivant la défense de l'intérêt national quand il devient « à la mode » en Occident de le transcender, l'Asie semble appliquer le modèle westphalien le plus pur (p. 178). En même temps, elle continue d'avoir des modèles alternatifs. La Chine a son propre concept d'ordre mondial depuis des millénaires, qui est à l'opposé de l'égalité souveraine des États : il est à la fois hiérarchique (elle se place au centre – l'empire du Milieu – et voit le reste du monde en cercles concentriques) et universaliste (l'autorité de l'empereur est théoriquement sans limite). Durant des siècles, les autres pays asiatiques ont accepté « le concept confucéen d'ordre international comme hiérarchie familiale avec la Chine comme patriarche », à une exception près : le Japon, qui a constamment refusé de jouer un rôle dans le système tributaire sinocentrique.

Sinophile, Kissinger estime que Pékin conserve malgré tout une vision westphalienne des relations internationales et pourra poursuivre son essor sans remettre en cause l'ordre mondial. « Les États-Unis et la Chine sont tous les deux des piliers indispensables de l'ordre mondial », en dépit de leurs différences culturelles et politiques, et du fait que chacun perçoit l'autre comme une menace à sa prééminence et sa sécurité. L'Inde, qui dans quelques décennies sera plus peuplée que la Chine, développe sa puissance militaire et a une influence économique et diplomatique croissante. L'un des défis asiatiques sera d'ailleurs ses relations avec ses voisins – Pakistan, Bangladesh, Afghanistan et Chine – car personne n'a totalement accepté la partition de 1947 et les tensions frontalières sont nombreuses. « L'Inde est souvent classée comme un pays d'Asie de l'Est ou du Sud, ajoute Kissinger, mais elle a des liens historiques plus profonds avec le Moyen-Orient et une population musulmane plus importante que le Pakistan, et même que tout pays musulman à l'exception de l'Indonésie » (p. 206-207). La sinophilie de Kissinger le pousse ici à l'indophobie : sa manière de lui faire porter le fardeau de la partition, pourtant négociée par le Britannique Mountbatten, et de la présenter comme une terre d'islam est assez curieusement « pakistanaise ». Quant à la Corée du Nord, Kissinger considère qu'elle ne constitue pas en tant que telle une menace mais que sa possession de l'arme nucléaire « a un effet politique qui excède largement son utilité militaire » et qu'elle incite les autres, en particulier le Japon et la Corée du Sud, à se doter également d'une capacité nucléaire (p. 230).

La Russie

La Russie reste une « énigme » : dans la position unique de faire partie des équilibres des puissances à la fois en Europe et en Asie, elle n'a pourtant « contribué à l'équilibre de l'ordre international que de façon intermittente. Elle a commencé plus de guerres que n'importe quelle autre grande puissance contemporaine, mais elle a aussi empêché la

domination de l'Europe par une seule puissance » – Charles XII de Suède, Napoléon, Hitler –, tout en n'ayant jamais renoncé à son propre expansionnisme, par vagues régulières, « de Pierre le Grand à Vladimir Poutine » (p. 49-50). Alors que la limitation de la puissance est, dans l'ordre westphalien européen, identifiée à la sécurité, elle est en Russie synonyme de « catastrophe » : c'est précisément pour n'avoir pas réussi à dominer son étranger proche qu'elle estime avoir subi les invasions mongoles et le « Temps des troubles » (1598-1613). C'est pourquoi, à l'opposé même de la retenue intrinsèque à la notion d'équilibre des puissances, le ministre Ordin-Nashchokin du tsar Alexis I^{er} (17^e siècle) définissait la politique étrangère russe comme « l'extension de l'État dans toutes les directions » (p. 52). Kissinger écrit qu'entre 1552 et 1917, la Russie s'est étendue de 100 000 km² par an en moyenne (p. 53), ce qui est impossible (la superficie gagnée serait plus de deux fois la superficie actuelle). Son extension était considérable, mais d'environ 49 000 km² par an entre 1533 et 1917¹.

Quoi qu'il en soit, l'expansionnisme russe est réel, comme on a pu le voir récemment avec « les événements en Ukraine », comme le dit pudiquement Kissinger (p. 145). Il n'en parle pas davantage alors que l'intervention russe et l'annexion de la Crimée contribuent clairement à la remise en cause de l'ordre westphalien qui est pourtant son sujet. Ailleurs, il confie voir la Crimée comme « un cas particulier, car l'Ukraine a fait partie de la Russie pendant longtemps »². La compréhension dont il fait preuve à l'égard de l'annexion russe rappelle l'ambivalence de la Chine. Celle-ci s'appuie sur le concept de « coordonnées historiques » (*Lishi jingwei*) pour affirmer que s'il faut insister sur les principes et reconnaître l'intégrité territoriale de l'Ukraine, il faut aussi tenir compte de la particularité historique de la Crimée.

Kissinger ne semble pas avoir vu ce « grand changement structurel » identifié par Hassner³ : l'une des causes de la crise de l'ordre mondial est précisément le changement d'attitude de la Chine et de la Russie, deux grandes puissances traditionnellement souverainistes et légalistes qui, depuis quelques années, n'hésitent plus à violer ouvertement les principes westphaliens, en particulier celui de l'intangibilité des frontières – en Géorgie (2008) et en Ukraine (2014) pour Moscou, en mer de Chine (zone aérienne d'identification, incidents frontaliers avec le Japon et le Vietnam) pour Pékin.

Ce rapide tour des conceptions de l'ordre mondial met en évidence des divergences profondes. Face à cette crise, quelles solutions Kissinger propose-t-il ?

L'ordre westphalien au secours de l'ordre westphalien

« Les principes westphaliens sont, au moment où nous écrivons, le seul fondement généralement reconnu de ce qui existe d'un ordre mondial » (p. 6). Il s'agit donc de restaurer l'ordre ancien, plutôt que d'en imaginer un nouveau. Kissinger a bien conscience que les conditions ont changé et que la restauration doit s'accompagner d'une adaptation, mais il ne remet pas en cause le système lui-même. C'est au fond le grand paradoxe – et la plus grande faiblesse – de l'ouvrage : il propose une solution westphalienne à la crise westphalienne. Il présente l'État nation comme la solution à sa propre érosion. Il compte sur les mêmes acteurs qu'hier : États-Unis, Europe, Chine.

1. La Russie, qui fait aujourd'hui 17 millions de km², en faisait 2,8 en 1533 et 21,7 en 1917.

2. Entretien avec Henry Kissinger, « Do We Achieve World Order Through Chaos or Insight ? », *Spiegel Online International*, 13 novembre 2014 (en ligne).

3. P. Hassner, « Feu (sur) l'ordre international ? », art. cité, p. 68.

Ce n'est pas la première fois qu'il est question de mettre à jour l'ordre westphalien : c'était précisément l'objet du Congrès de Vienne en 1815 qui, comme le rappelle Kissinger, a maintenu une paix relative en Europe pendant soixante ans. En appelant en 2014 à reproduire cette réussite, l'auteur fait preuve d'une grande cohérence biographique, bouclant la boucle avec sa thèse de doctorat qui, presque soixante ans plus tôt, portait précisément sur le Congrès de Vienne. Il confirme ainsi que, du début à la fin de sa vie, cet épisode sera resté un modèle. Entre-temps, le monde a évolué, davantage sans doute qu'entre Westphalie et Vienne. Ce que Kissinger ne voit pas est que ce monde exige désormais une solution post-westphalienne, qui tienne compte en particulier de deux grands absents de *World Order*.

Il s'agit d'une part des pays émergents. Kissinger prévient certes que son objectif n'est pas d'être exhaustif, c'est-à-dire de traiter « toutes les approches historiques de l'ordre international et tous les pays qui façonnent aujourd'hui les affaires du monde », mais seulement « les régions dont les concepts d'ordre ont le plus façonné l'évolution de l'ère moderne » (p. 9). Cela n'excuse pas l'absence à peu près totale de l'Afrique et de l'Amérique latine, auxquelles ne sont consacrées que quelques lignes en tout. Il ne traite ni des BRICS en tant que tels, qui sont pourtant unis pour contester certains aspects de l'ordre international actuel – abstention sur la condamnation du référendum en Crimée, tentative de duplication des institutions existantes, etc. –, ni du G77 dont les 133 membres, avec la Chine, viennent de décrire leur vision de l'ordre mondial (*Un nouvel ordre mondial pour vivre mieux*, Santa Cruz, juin 2014).

D'autre part sont absents de *World Order* des acteurs non étatiques, alors même que leur multiplication est l'une des raisons de la crise du système westphalien à laquelle l'auteur se propose justement de répondre. Il évoque en passant le danger que représentent « des entités non étatiques telles que le Hezbollah, al Qaida, ISIL et les Talibans » (p. 142), sans développer ni faire de propositions pour adapter notre diplomatie à cette évolution. Il semble également réduire les acteurs non étatiques aux groupes armés et néglige donc le reste : les organisations globales et régionales, les ONG, les acteurs religieux, les médias globaux et les entreprises multinationales. Dans une perspective réaliste obtuse, il fait comme si les États étaient non seulement les principaux acteurs des relations internationales, ce qu'effectivement ils sont encore – on peut souscrire au stato-centrisme du réalisme –, mais même les seuls, ce qui est faux – la primauté n'est pas l'exclusivité. Araud se pose la même question que Kissinger, celle d'« un monde à la recherche d'un ordre », et y répond de manière tout autant réaliste – il est même aussi dur que lui sur l'impotence européenne – mais cela ne l'empêche pas de demander la « revitalisation du système multilatéral » et d'inclure la société civile globale et les grands émergents¹.

Le *leadership* américain

Le *leadership* américain est présenté comme une évidence et une nécessité, par Kissinger comme par Hillary Clinton, qui a recensé pour *The Washington Post* le livre de son ami et ancien conseiller². Tirant la couverture à elle, Clinton en précampagne estime qu'à quelques détails près, l'analyse de Kissinger correspond à la stratégie de l'administration

1. G. Araud, « Le monde à la recherche d'un ordre », art. cité, p. 47-48.

2. « Hillary Clinton Reviews Henry Kissinger's "World Order" », *The Washington Post*, 4 septembre 2014. Kissinger n'avait pas un poste officiel de conseiller lorsque Hillary Clinton était secrétaire d'État, mais ils se voyaient régulièrement et il lui envoyait des rapports issus de ses voyages. Elle l'a également « embauché » pour négocier avec Benjamin Netanyahu en août 2011 (H. Clinton, *Hard Choices*, New York, Simon & Schuster, 2014, p. 31 et p. 322).

Obama. Ce n'est sans doute pas l'avis de Kissinger, puisque *World Order* est, en creux, une critique de la politique étrangère d'Obama, comme l'a bien vu Anne-Marie Slaughter¹. Le président américain n'est mentionné que six fois dans le livre et l'auteur lui reproche notamment d'avoir accru l'ambivalence américaine en envoyant 30 000 troupes supplémentaires en Afghanistan (*surge*), tout en préparant le retrait dans un délai de dix-huit mois (p. 320). Il lui reproche également d'avoir appliqué en Irak une stratégie de sortie « insistant davantage sur la sortie que sur la stratégie », et le rend ainsi indirectement responsable du chaos actuel (p. 327). Son plaidoyer pour le *leadership* américain est une manière de dire que l'une des raisons du désordre mondial réside dans le désengagement américain sous Obama.

Une partie de la solution consiste donc dans le réengagement américain dans le monde. Depuis la première guerre mondiale, l'Amérique est le *balancer* du monde, c'est-à-dire le « pays capable d'établir un équilibre en déplaçant son poids du côté le plus faible » (p. 211). Le *leadership* américain au Moyen-Orient ou en Asie est d'autant plus nécessaire que l'Europe est depuis longtemps dans une phase d'introspection. La responsabilité américaine est liée à un défaut de responsabilité (et de capacité) européenne. *Leadership* n'est pas monopole : Kissinger a bien conscience que l'Amérique n'est plus l'hégémon qu'elle a pu être. « Aucun pays, ni la Chine ni les États-Unis, n'est en position d'assumer seul un rôle de *leader* mondial tel que celui occupé par les États-Unis dans l'immédiat après-guerre froide, lorsqu'ils étaient matériellement et psychologiquement prééminent » (p. 232). Il ne dit pas, toutefois, comment les États-Unis, ayant moins d'influence dans un monde plus désordonné, pourront être les artisans du nouvel ordre mondial.

Parier sur le modèle américain comme le fait Kissinger, c'est en outre croire au « consensus américain » de l'inéluctabilité de la démocratisation politique et de la libéralisation économique (p. 1). Il parle de la diffusion de la démocratie comme d'une « aspiration partagée, si ce n'est une réalité universelle » (p. 362). Ce faisant, il sous-estime l'attrait des modèles autocratiques, pourtant réel. Le modèle occidental fondé sur la démocratie, le libéralisme économique et le sécularisme est de moins en moins populaire. À quelques exceptions près, les États profitant le plus du déplacement de la richesse – la Chine, les États du Golfe et la Russie – ne sont ni démocratiques ni libéraux et reposent plutôt sur un capitalisme d'État. Dans les quinze à vingt prochaines années, le National Intelligence Council américain prévoit que davantage de pays en voie de développement graviteront autour de ce modèle². Au cœur de l'Europe, en Hongrie, Orbán a déjà renoncé à la démocratie et souhaité un État « illibéral » sur le modèle de la Russie et la Chine³.

Théorie des relations internationales

World Order a semé le trouble parmi les lecteurs de Kissinger, qui incarnait jusqu'alors le réalisme le plus pur. Dans cet ouvrage, il semble en effet faire des concessions, au point qu'on voit désormais en lui un « constructiviste »⁴ ou un « réaliste libéral »⁵. Qu'en est-il ?

1. A.-M. Slaughter, « How to Fix America's Foreign Policy : What Obama Should Learn from Kissinger's New Book », *Newrepublic.com*, 18 novembre 2014 (en ligne).

2. National Intelligence Council, *Global Trends 2025. A Transformed World*, novembre 2008, p. 14.

3. C. Gati, « The Mask Is Off », *The American Interest*, 7 août 2014 (en ligne).

4. M. Lynch, « Kissinger the Constructivist », *The Washington Post*, 21 octobre 2014 (en ligne).

5. B. Haddad, « Le réalisme libéral de Henry Kissinger », *Le Monde.fr*, 29 octobre 2014 (en ligne).

Premièrement, il y a bien des aspects constructivistes dans ce livre, en premier lieu parce que l'auteur met en évidence la manière dont l'histoire, la culture, l'identité et les normes façonnent les visions du monde, donc les politiques étrangères. C'est vrai mais, d'une part, cela fait longtemps que l'on sait qu'un certain réalisme – le réalisme classique – est compatible avec un certain constructivisme – le constructivisme systémique d'Alexander Wendt – qui reconnaît la centralité de l'État et ne néglige pas les facteurs matériels : Wendt ne dit pas que les idées sont plus importantes que le pouvoir ou l'intérêt, seulement que « les explications basées sur le pouvoir et l'intérêt présupposent des idées »¹. D'autre part, cette vérité est suffisamment évidente et consensuelle pour qu'on n'en fasse pas un paradigme distinct en théorie des relations internationales, mais une attitude de bon sens qui fait que nous sommes tous plus ou moins constructivistes, même Kissinger.

Deuxièmement, il y a bien chez l'auteur la volonté de mettre de l'eau dans son vin, de l'idéalisme dans son réalisme. Elle reflète d'ailleurs l'ambivalence américaine : d'un côté, l'Amérique a besoin de cet idéalisme qui fait partie de son identité, de l'autre, « pour être efficace, ces aspirations politiques doivent être couplées à une analyse dépassionnée des facteurs sous-jacents » (p. 328). Cette « quête de l'équilibre » (p. 370) est même le fil directeur de l'ouvrage, et elle est double : dans la relation des États-Unis avec le reste du monde, entre réalisme et libéralisme (ou puissance et légitimité) ; et dans la manière dont les Américains se voient eux-mêmes, entre excès de confiance et introspection. Kissinger présente sa position comme un juste milieu, « un mélange de réalisme et d'idéalisme, que le débat américain a trop tendance à considérer comme des opposés incompatibles » (p. 126). Il s'agirait donc d'un « réalisme libéral » ou un « libéralisme réaliste », qui n'a d'ailleurs rien d'original puisque c'est un courant ancien en théorie des relations internationales, qui reste pertinent aujourd'hui².

On peut toutefois soupçonner Kissinger de ne s'en servir que pour donner un visage humain à son réalisme en réalité plus traditionnel. Anne-Marie Slaughter a raison de ne pas se laisser convaincre par cette « conversion apparente »³. Le vernis libéral qu'il tente de badigeonner sur son réalisme épais ne dissimule pas le peu d'importance qu'il accorde aux normes et aux acteurs non étatiques, et le peu d'esprit critique dont il fait preuve à l'égard des grands régimes autoritaires (Chine, Russie, Arabie saoudite). En huit pages sur l'Arabie saoudite, par exemple, il ne dit rien de la situation des femmes et décrit de manière idyllique les travailleurs étrangers comme « une mosaïque unie par le lien de l'islam et le respect de l'autorité traditionnelle » (p. 135) alors que les ONG dénoncent depuis longtemps leur état proche de l'esclavage⁴. Les grands thèmes libéraux – même les mots « changement climatique, pandémie, pauvreté, illettrisme, réseaux criminels globaux, énergie, génocide, atrocités, et femme » – sont absents du livre⁵.

Les vibrants plaidoyers de l'auteur pour la légitimité comme condition d'un ordre mondial juste ne sont pas un éloge de la justice mais de la stabilité : il conçoit la légitimité comme

1. A. Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 135. Cf. J. S. Barkin, *Realist Constructivism. Rethinking International Relations Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

2. J.-B. Jeangène Vilmer, « Pour un réalisme libéral en relations internationales », *Commentaire*, 141, 2013, p. 13-20.

3. A.-M. Slaughter, « How to Fix America's Foreign Policy... », art. cité.

4. J. Norton, « "World Order" by Henry Kissinger is Spellbinding and Convincing – When it Isn't Frustrating and Contradictory », *The Christian Science Monitor*, 8 septembre 2014 (en ligne).

5. A.-M. Slaughter, « How to Fix America's Foreign Policy... », art. cité.

un consensus, un code de conduite largement accepté¹. Lors de sa soutenance de thèse il y a plus d'un demi-siècle, il aurait d'ailleurs cité le mot célèbre de Goethe : mieux vaut une injustice qu'un désordre². Kissinger est un réaliste classique, trop stato-centré et hégémoniste (au sens d'apôtre de l'exceptionnalisme américain), trop fasciné par la figure machiavélienne de l'homme d'État amoral, froid et calculateur, pour prétendre au réalisme libéral. Un réaliste libéral – tels Stanley Hoffmann et Pierre Hassner – s'appuie aussi sur les axiomes du réalisme (la centralité de l'État, qui défend ses intérêts et recherche puissance et sécurité) mais promeut en même temps des valeurs, comme la priorité des droits humains les plus fondamentaux sur la souveraineté, donc l'intervention humanitaire à certaines conditions, par exemple – Kissinger, lui, s'y oppose. Un réaliste libéral est favorable à une politique étrangère basée sur des valeurs qui, comme le rappelle Slaughter, n'est pas pour autant idéaliste car elle « peut parfaitement être pragmatique et prudente »³.

*
* *

Kissinger appelle à reconstruire l'ordre international et souligne la nécessité du *leadership* américain dans cette entreprise mais il ne dit pas comment s'y prendre. Tout juste identifie-t-il quelques pistes, comme articuler l'intra- et l'inter-régional (p. 371) et faire preuve de patience : il faut accepter de passer par « une série d'étapes intermédiaires » (p. 372), mais il ne dit pas lesquelles. Aux États-Unis, il conseille de reconnaître « la réalité des histoires et cultures des autres régions » sans toutefois renoncer à l'exceptionnalisme et à la « célébration des principes universels » (p. 373), ce qui semble contradictoire. En mettant en évidence les divergences entre les conceptions de l'ordre international en Europe, aux États-Unis, au Moyen-Orient et en Asie, la question posée par ce livre était celle de la possibilité d'une convergence (p. 8). Plusieurs centaines de pages plus loin, dans la conclusion, la question reste posée : « Est-il possible de traduire des cultures divergentes dans un système commun ? » (p. 373). Kissinger n'y a pas répondu.

Celui qui cherchait une réponse, des pistes sérieuses pour restaurer l'ordre international précarisé ou même qualifier le désordre actuel sera déçu. *World Order* n'est pas un livre analytique sur les raisons de la « dépoliarisation » du monde et les moyens concrets de s'y adapter. Il ne prend pas position dans le débat terminologique sur l'apolarité⁴, l'unipolarité⁵, la bipolarité, la multipolarité, voire le multiplex⁶ qui qualifierait le mieux l'état actuel ou à venir du système international. Tout juste évoque-t-il un « résultat [qui] n'est pas seulement une multipolarité de la puissance mais un monde de réalités de plus en plus contradictoires » (p. 365). Comme l'indique le sous-titre, cet ouvrage largement historique est plutôt une réflexion sur l'histoire. En 1950, à 27 ans, Kissinger rédigeait un mémoire de premier cycle sur « Le sens de l'histoire ». Soixante-quatre ans plus tard, il revient sur cette ambition de jeunesse : « Je sais désormais que le sens de l'histoire est quelque chose qui se découvre, et qui ne se déclare pas » (p. 374). Cette conclusion, qui, précise-t-il, n'est « pas nécessairement

1. H. Kissinger, *World Restored...*, *op. cit.*, p. 1-2.

2. J. G. Stoessinger, *Henry Kissinger. The Anguish of Power*, New York, W. W. Norton, 1976, p. 14.

3. A.-M. Slaughter, « How to Fix America's Foreign Policy... », art. cité.

4. R. N. Haas, « The Age of Nonpolarity: What Will Follow U.S. Dominance », *Foreign Affairs*, 87 (3), 2008, p. 44-56, dont p. 44.

5. N. P. Monteiro, *Theory of Unipolar Politics*, New York, Cambridge University Press, 2014.

6. A. Acharya, *The End of American World Order*, Cambridge, Polity Books, 2014.

une auto-critique »¹, suppose toutefois que l'histoire ait un sens objectif qu'il suffirait de trouver. On dira plutôt que le sens de l'histoire ne se déclare ni ne se découvre : il se construit².

— **Jean-Baptiste Jeangène Vilmer** —

Docteur en science politique (EHESS, Centre de recherches politiques Raymond Aron) et en philosophie (Université de Montréal, CREUM), **Jean-Baptiste Jeangène Vilmer** est actuellement chargé de mission « Affaires transversales et sécurité » au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères. Il enseigne également les relations internationales, l'éthique et le droit de la guerre à Sciences Po (Paris School of International Affairs) et à l'École de guerre. Il a dernièrement publié : *Éthique des relations internationales. Problématiques contemporaines*, Paris, PUF, 2013 ; *La guerre au nom de l'humanité. Tuer ou laisser mourir*, Paris, PUF, 2012 ; et *Pas de paix sans justice ? Le dilemme de la paix et de la justice en sortie de conflit armé*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011 (CAPS, Hôtel du ministre, Ministère des Affaires étrangères, 37 quai d'Orsay, 75700 Paris SP 07, <jeanbaptiste.jeangenevilmer@sciencespo.fr>, <www.jbjv.com>).

1. Entretien avec Henry Kissinger, « Do We Achieve World Order... », art. cité.

2. Je remercie chaleureusement J. Vaïsse, D. Cvach et O. Schmitt pour leur relecture d'ensemble, ainsi que C. Belin (États-Unis), B. Curmi (Moyen-Orient), A. d'Andurain (Inde), K. Dorrani (Iran) et F. Gouéry (Europe) pour leurs éclaircissements régionaux. Toute erreur dans les pages *supra* n'est bien entendu imputable qu'à moi-même. Je m'exprime ici en mon nom propre et mes propos n'engagent en rien le ministère des Affaires étrangères.